

BOUDREAU F., 1984, *De l'asile à la santé mentale*, A. St-Martin, Montréal

Yvon Lefebvre

Volume 10, numéro 1, juin 1985

Parents et enfants

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030283ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030283ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Santé mentale au Québec

ISSN

0383-6320 (imprimé)

1708-3923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lefebvre, Y. (1985). BOUDREAU F., 1984, *De l'asile à la santé mentale*, A. St-Martin, Montréal. *Santé mentale au Québec*, 10(1), 142–144.
<https://doi.org/10.7202/030283ar>

BOUDREAU F., 1984,
De l'asile à la santé mentale, A. St-Martin, Montréal

Le livre de Françoise Boudreau, *De l'asile à la santé mentale*, pose la question du pouvoir des groupes d'intérêt sur les institutions sociales. Jusqu'à quel point un ensemble d'individus peut-il détourner une institution de ses fins premières de façon à satisfaire ses propres besoins?

Françoise Boudreau a vite trouvé la réponse à la question car dès le début de son livre, elle nous propose «d'examiner les transformations vécues par le système de distribution des services psychiatriques du Québec en termes de rapports de force entre groupes d'intérêts porteurs d'un certain discours, et qui puisent à même un certain «budget du pouvoir» (Long, 1982) en vue de défendre l'acquis ou de donner à leurs idées le pouvoir nécessaire pour inspirer les politiques «architecturales» de distribution et de gestion des services psychiatriques» (p. 16).

Les changements semblent déterminés par les positions idéologiques tenues par différents groupes dominants selon les époques. Il y aurait eu au début (avant 1845) une période «pré-asilaire» où les fous étaient enfermés en prison, dans les loges ou à domicile. Puis, la dominance des ecclésiastiques marque la période asilaire (1845-1961); la charité chrétienne dicte la réclusion des fous derrière les murs des asiles. Puis l'État et les professionnels s'allient contre le clergé dans la «révolution psychiatrique» des années 1960 qui consacre l'âge d'or des psychiatres. Mais, par la suite, ces derniers sont menacés par la montée des technocrates (réforme «Castonguay» de 1971 à 1976) issus majoritairement des sciences humaines qui tentent d'éroder leur emprise sur le domaine de la santé.

L'entreprise des technocrates est partiellement réduite par l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois et par celle du Dr Lazure, protecteur et sauveur des médecins et des psychiatres, qui «met de l'ordre» dans le ministère des Affaires sociales. Aux dires des porte-parole médicaux, une gestion centralisée, arrogante, ingrate et imbue de tout pouvoir leur avait dérobé la place qui leur revenait en tant que maîtres d'oeuvre de cette révolution de la santé. Selon l'auteure, les psychiatres retrouvent alors certains de leurs privilèges et une partie de leur pou-

voir. Mais ce ne fut qu'une brève période d'accalmie.

En effet, les débuts des années 1980 sont marquées par une contestation plus étendue de ce pouvoir par les non-médecins et par les psychiatisés. On réclame maintenant l'éviction progressive des psychiatres d'un territoire considéré comme relevant de tout le monde, les premiers et les seuls concernés par le mal de vivre étant ceux qui en souffrent. La population devient ainsi la première responsable de sa santé mentale et médecins et psychiatres se devront d'apprendre à dépasser leurs intérêts corporatistes. Ils sont appelés en particulier à reconsidérer la problématique de la désinstitutionnalisation pour éviter de reproduire dans la communauté la dépendance chronique des patients et leur aliénation asilaire antérieure.

Un auteur peut parcourir un tel cheminement historique de deux façons. Il peut le faire de façon approfondie et relativement objective en y consacrant une bonne partie de sa vie. Il peut aussi accepter d'emblée de ne tracer que de grands jalons, en laissant à d'autres le soin d'accentuer, de rectifier ou de compléter le cadre général de sa réflexion et ses détails historiques spécifiques.

L'auteure semble avoir choisi cette deuxième alternative, en toute humilité et en toute lucidité. Elle a une approche phénoménologique des événements. Son récit, d'orientation sociologique et parsemé d'anecdotes, permet de dégager progressivement les assises qui ont donné naissance à des images et à des structures hétérogènes servant à justifier, au fil des années, des interventions psychiatriques différentes.

Les données proviennent de multiples sources orales et écrites: entrevues réalisées par l'auteure, témoignages tirés d'archives, de mémoires, de comités d'étude ou d'analyses historiques. L'auteure nous propose clairement d'analyser ces informations diverses à l'aide d'une seule prémisse psychopolitique: selon elle, le groupe d'intérêt se préoccuperait des fous surtout pour le pouvoir qu'il en tire, c'est-à-dire «pour s'assurer une place de choix là où se prennent les décisions, là où se dessinent et s'imposent les politiques et les réformes favora-

bles à l'érection et au maintien de ce pouvoir» (p. 14-15).

Une telle entreprise demande du courage, de la ténacité et de la perspicacité. Mais nous ne pouvons que déplorer le manque d'originalité méthodologique et idéologique d'un tel postulat aussi éculé que la farce de la tarte à la crème au cinéma. Malgré toutes les mises en garde de l'auteure à propos des bonnes intentions de tous et chacun (par exemple, p. 14, p. 238...), on garde quand même l'impression que toutes les personnes intéressées à la cause des malades mentaux ont été animées avant tout par un opportunisme avide de pouvoir et de domination. La cause des malades ne serait qu'un prétexte pour justifier des fins mesquines, souvent, inconscientes au départ, mais devenant de plus en plus évidentes à mesure que se réalisent les projets.

Bref, on a nettement l'impression, à la lecture de ce livre, que toutes les personnes ayant tenté d'améliorer le sort des victimes de la pathologie mentale ou sociale l'ont fait dans le seul but de s'emparer des postes de commande aux dépens des malades ou des autres groupes.

Madame Boudreau reconnaît la particularité et la subjectivité des données recueillies, mais, selon elle, c'est ce qui fait leur valeur et leur intérêt. Nous nous permettons d'en douter et d'espérer que d'autres chercheurs et chercheuses nous permettront de dépasser ces clichés issus de la littérature sociopolitique européenne du XIX^e siècle et transmis pendant les années 1960 par une certaine caste d'intellectuels universitaires pseudo-marxistes.

Le type d'analyse menée par madame Boudreau ne respecte pas la complexité et l'hétérogénéité des faits historiques. Cela prend le caractère d'une véritable idée fixe, d'un rite obsessionnel qui permet à la chercheuse de faire flèche de tout bois susceptible de confirmer ses idées préconçues sur les motivations des individus et des groupes.

Il est parfois difficile de voir si l'auteure fait oeuvre de savante, de journaliste, de femme politique, de conteuse ou encore de rapporteuse. Cette dernière impression survient lorsque l'anecdote se confond avec les racontars, les rumeurs et parfois même avec les commérages des coulisses du parlement ou d'ailleurs.

La conviction inébranlable de l'auteure, sa satisfaction devant une organisation univoque des faits et des récits nous ont paru désagréables. Pour cer-

tains, cette façon de mener l'analyse peut paraître habile ou révéler une finesse intellectuelle. Nous lui reconnaissons ce caractère, mais cela ne nous empêche pas de ressentir une impression d'enfermement et de démobilisation.

Nous terminerons en tentant d'imaginer d'autres scénarios susceptibles de faire éclater cet enfermement des faits historiques dans un moule idéologique étroit.

Ceux qui ont un tel souci du bien des dominés devraient se donner la peine de retracer leurs paroles et leurs écrits, leur expérience quotidienne vécue à travers les siècles. Ils leur donneraient ainsi un droit de parole autre que le discours à partir duquel on a prétendu les écouter, celui des spécialistes ou des agents institutionnels qui avaient le temps et les moyens d'écrire à leur sujet.

La véritable histoire de la pathologie mentale ou sociale ressemble à celle de la condition féminine. Les femmes ont toujours été décrites à partir du discours des hommes, tout comme les dits «fous» l'ont été par les agents institutionnels des diverses époques. Les études de M. Foucault (1973) et de T. Szasz dénoncent la partialité de ce discours sur les «fous» et démontrent comment il arrive parfois à désigner comme «fou» le reste, y compris une trop grande lucidité à l'égard de la manipulation dont on est l'objet. La sacro-sainte connaissance scientifique se confond très souvent avec les idées préconçues, les attitudes et les opinions très versatiles selon les époques (Perron, 1968).

À cet égard, nous ne croyons pas que l'auteure a su départager la part des psychiatrisés, celle des spécialistes ou encore celle de la société dans la dynamique des interventions de chaque époque. Nous croyons même qu'elle prête trop de pouvoir aux groupes de spécialistes et à certains de ces individus spécialistes dans l'orientation des idéologies dominantes et des modes d'intervention.

D'autres auteurs ont mis en évidence l'influence d'autres facteurs. Ainsi l'oeuvre magistrale de Bastide (1965) sur la maladie mentale nous a fait voir que l'«on est fou que par rapport à une société donnée et que c'est le consensus social qui délimite les zones de la raison et de la déraison». N'est pas fou qui le veut: c'est la société qui décide à partir de ses valeurs, de ses contraintes économiques ou démographiques, etc. Elle désigne aux spécialistes

(sorciers) les limites au-delà desquelles elle ne supporte pas l'expression immédiate de la vulnérabilité quotidienne de ses citoyens.

La façon dont madame Boudreau traite les événements historiques ignore trop facilement l'influence d'un arrière-plan plus global de la société québécoise. Cela lui permet de crier allègrement haro sur le beaudet, de parler de psychiatres profiteurs, de religieuses mesquines, de technocrates arrogants, etc. Mais cela permet aussi facilement de disculper les autres membres de cette société qui véhiculent des valeurs discriminantes et marginalisantes à l'égard des psychiatisés. Et pourtant les groupes d'intérêt ne sont pas les seuls à faire partie de cette société qui pose les balises de la normalité et de l'adaptation. La majorité sont fiers de leur appartenance et respectent les usages et coutumes de leur société.

À lire madame Boudreau, nous avons l'impression qu'elle parle des autres et jamais de nous comme personnes responsables de notre société. Nous ne sommes là qu'à titre de spectateurs d'un théâtre. Notre seule responsabilité consiste à juger la triste mise en scène des groupes d'intérêt qui mènent et dominent les opinions et les aspirations de tous les malades en puissance que nous sommes.

Or, si nous nous considérons non seulement comme institué(e)s mais aussi comme instituant(e)s dans une société, nous ne pouvons pas accepter ce genre d'étude psycho-politique. Sous des apparences institutantes et critiques de l'histoire des interventions psychiatriques, une telle analyse pourrait fort bien être une répétition de l'institué par le carcan qu'elle impose aux faits, aux personnes et aux groupes sociaux concernés par ces transformations.

Nous osons espérer la remise en question de cet institué composé de certaines prémisses méthodologiques des sciences humaines. Nous découvrirons peut-être autre chose que les obsessions ritualistiques propres à chaque discipline qui opèrent aux dépens de la complexité des faits et gestes des hommes.

Cependant, au-delà de cette critique un peu sévère, nous n'en recommandons pas moins la lecture de cette oeuvre à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin aux soins psychiatriques ou à la santé mentale au Québec.

Il s'agit là d'une oeuvre de pionnière. Faire le tour de toute la question demanderait un travail titanique, vu l'ampleur des éléments à considérer. Compte tenu du temps mis à la réaliser, nous devons reconnaître sa finesse, son habileté et sa perspicacité dont elle a fait preuve dans l'agencement de ces données historiques éparses. Cet agencement rend la lecture aussi palpitante que celle d'un roman, la clarté et la vivacité du style de l'auteure réussit à nous entraîner malgré la gravité des événements en cause.

RÉFÉRENCES

- BASTIDE, R., 1965, *Sociologie des maladies mentales*, Flammarion, Paris.
- FOUCAULT, M., 1973, in Collectif séminaire du collège de France, *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma soeur et mon frère*, Gallimard, Paris.
- PERRON, R., 1969, Attitudes et idées face aux déficiences mentales in Zazzo, R. et al., *Les déficiences mentales*, Collin, Paris.

Yvon Lefebvre, Professeur
Département des sciences de l'éducation U.Q.A.M.